



L'élimination systématique des disparités de genre dans la lutte contre les changements climatiques serait un meilleur moyen de renforcer la résilience à ces changements, a soutenu récemment l'ONU Femmes.

Selon l'agence onusienne consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, « appliquer au changement climatique une perspective de genre fait apparaître des solutions à des problèmes réputés insolubles ».

L'organisation, créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et des filles et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier, a rappelé que les femmes sont des leaders et des actrices de changement et qu'elles jouent un rôle essentiel, souvent sous-estimé, dans la gestion des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique.

Concernant le changement climatique, l'ONU Femmes a rappelé dans un communiqué que « les femmes et les filles sont également touchées de manière disproportionnée par ce dernier, dont les répercussions affectent différents domaines comme la sécurité alimentaire, la productivité agricole, les moyens d'existence, la disponibilité de l'eau, l'assainissement, la santé et l'énergie, entre autres ».

Si les femmes peinent à faire entendre leurs voix dans l'élaboration des politiques énergétiques, force est de constater que ce sont elles qui portent le plus lourd fardeau en termes de pauvreté énergétique, notamment l'exposition aux risques pour la santé et la sécurité.

Ainsi, estime-t-on, « une transition vers des énergies durables nécessite un changement radical dans la perception du rôle des femmes, afin qu'elles ne soient plus considérées comme des actrices passives de collection et d'utilisation de biomasse, mais comme des leaders dans la promotion des technologies fondées sur les énergies durables et leur utilisation à des fins productives ».

Autre constat à relever : l'agriculture reste le secteur le plus important en termes d'emploi pour les femmes dans le monde, avec plus d'une femme sur trois travaillant dans ce secteur.

Pourtant, déplore également l'ONU Femmes, « les agricultrices font face à de nombreux obstacles structurels qui limitent leur accès à la propriété foncière, à l'information, au crédit, aux infrastructures, technologies et services permettant d'économiser du temps, de même qu'aux marchés ».

Dans un contexte marqué par le changement climatique, « les agricultrices risquent de se trouver prises au piège d'un cercle vicieux en l'absence d'efforts concertés pour remédier aux disparités entre les sexes dans le secteur de l'agriculture », souligne l'agence qui estime que « renforcer la résilience aux changements climatiques des agricultrices nécessite une approche intégrée traitant à la fois des questions de sécurité de l'occupation des terres et d'accès aux autres actifs productifs, tenant compte des évolutions du climat ».

Pour rappel, l'agence onusienne a organisé, mardi 8 (Journée de l'égalité des genres dans le cadre de la COP 21), en partenariat avec le Royaume du Maroc, une série d'évènements sous le thème « Les femmes : actrices engagées dans la lutte contre le changement climatique » au pavillon marocain.

Ces événements, qui visent à faire passer un message d'espoir à la COP 22, offriront « l'occasion de débattre de différents sujets tels que la promotion de l'entrepreneuriat féminin

pour accélérer l'accès aux énergies durables, l'autonomisation des femmes grâce à une agriculture résiliente aux changements climatiques, et la participation des femmes aux négociations sur le climat », indique la même source. Le programme de ladite journée a porté sur quatre points : les « Relations entre climat et genre : contexte », le « Panel de haut niveau sur l'accès aux énergies durables », le « Panel de haut niveau sur les femmes et l'agriculture résiliente aux changements climatiques » et la « Participation des femmes aux négociations sur le climat : discussions et réflexions de haut niveau ».

Soulignons qu'à cette occasion, des responsables de l'ONU Femmes et du PNUE ont procédé au lancement d'un programme conjoint en faveur de l'entrepreneuriat féminin et de l'accès des femmes aux énergies durables.

« Cette initiative encouragera la promotion de politiques et programmes qui tiennent compte de l'égalité des genres en matière d'énergies durables et l'élimination des obstacles à l'accès au crédit dans six pays pilotes : le Sénégal, le Maroc, le Myanmar, l'Inde, l'Indonésie et la Bolivie, afin de créer un environnement propice à l'entrepreneuriat féminin et à l'accès des femmes aux énergies durables », a-t-on expliqué.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)